



**PRÉFET  
DES DEUX-SÈVRES**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Départementale de l'Emploi, du Travail,  
des Solidarités et de la Protection des Populations  
des Deux-Sèvres**

Service Environnement Biologique  
30, rue de l'Hôtel de Ville  
CS58434  
79024 Niort

Niort, le 19/03/2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 16/12/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**SCEA PORCLOS**  
Rue des Logis  
79110 Valdelaume

Références : 2026 00971  
Code AIOT : 0057900028

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 16/12/2025 dans l'établissement SCEA PORCLOS implanté Fompalais ARDILLEUX 79110 Valdelaume. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr>).

Visite suite à l'AP de mise en demeure du **16 juillet 2024** (pollution générée par un déversement de lisier lors de manipulation pour épandage avec atteinte de la rivière l'Aume).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SCEA PORCLOS
- Fompalais ARDILLEUX 79110 Valdelaume
- Code AIOT : 0057900028
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Cette installation bénéficie de l'arrêté préfectoral n°4237 en date du 21 juillet 2004 modifié par l'APC n°5998 du 14 août 2018 pour l'exploitation d'un élevage porcin avec un effectif de 2 268 emplacements porcs.

#### **Contexte de l'inspection :**

- Pollution

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Récapitulatif des informations générales du point de contrôle.	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 11	Demande d'action corrective, Levée de mise en demeure	maximum le 30 juin 2026
2	Accès aux installations	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 14-3	Demande d'action corrective	maximum le 30 juin 2026
3	Déclaration d'incidents ou accidents	AP Complémentaire du 28/08/2018, article 15	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective, Levée de mise en demeure	maximum le 30 juin 2026

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite du 16 décembre 2025 sur le site nous a permis de faire le point sur les avancements réalisés par l'exploitant depuis notre dernier passage.

De gros travaux ont été réalisés, cependant, la mise en demeure ne pourra être levée complètement qu'à la fin des travaux engagés et validés par tous les services administratifs.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Prévention des accidents et des pollutions

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 11
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Dispositions constructives
<b>Prescription contrôlée :</b>  II. - Les équipements de stockage et de traitement des effluents d'élevage visés à l'article 2 sont conçus, dimensionnés et exploités de manière à éviter tout déversement dans le milieu naturel. Les équipements de stockage à l'air libre des effluents liquides sont signalés et entourés d'une clôture de sécurité et dotés, pour les nouveaux équipements, de dispositifs de surveillance de l'étanchéité.  [...]
<b>Constats :</b>  <b><u>Point 2 de la MED du 16 juillet 2024</u></b> Mettre en place une rétention autour des cuves de lisiers pour éviter un éventuel déversement d'effluents vers le réseau des eaux pluviales puis vers le fossé et donc la rivière  Suite à la visite du 11 mars 2025, il était attendu : Action corrective : transmettre régulièrement un état d'avancement des travaux de réalisation et de fin des travaux.  Constat visite du 16 décembre 2025 : Les travaux de mise en place du bassin de rétention tel que prévu par les documents transmis en date du 11 mars 2025 sont terminés.  L'inspection considère que la réponse de l'exploitant est satisfaisante. <b>Levée partielle de la mise en demeure sur le point 2 de la MED.</b>  <b><u>Point 3 de la MED du 16 juillet 2024</u></b> Mettre en place une rétention autour de l'outil de soutirage du lisier avant épandage  Suite à la visite du 11 mars 2025, il était attendu : Action corrective : protéger la nouvelle zone de soutirage du milieu naturel par bétonnage afin de limiter tout déversement accidentel et mettre en place une réserve de paille afin de réagir immédiatement en cas d'incident.  Constat visite du 16 décembre 2025 : Aucune protection de la zone de soutirage n'a été mise en place.  L'inspection considère que la réponse de l'exploitant est non satisfaisante.

<b>Le point 3 de la mise en demeure ne pourra être levé qu'à la fin des travaux de sécurisation de l'organe de soutirage.</b>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>
<b><u>Point 3 de la MED du 16 juillet 2024</u></b> Il est attendu de protéger la nouvelle zone de soutirage du milieu naturel par bétonnage afin de limiter tout déversement accidentel et mettre en place une réserve de paille afin de réagir immédiatement en cas d'incident.
<b>Type de suites proposées : Avec suites</b>
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective (point 3 de la MED), Levée partielle de mise en demeure (point 2 de la MED)
<b>Proposition de délais :</b> maximum le 30 juin 2026

## N° 2 : Accès aux installations

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 14-3
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Dispositif de prévention des accidents
<b>Prescription contrôlée :</b>  Accès aux installations.  L'exploitant met en place un dispositif pour informer que l'accès aux installations est interdit aux personnes extérieures à l'exploitation, non autorisées.  Cette disposition est applicable à compter du 1er janvier 2024.
<b>Constats :</b>  <b><u>Point 4 de la MED du 16 juillet 2024</u></b> Sécuriser l'exploitation par la mise en place d'une clôture efficace  Suite à la visite du 11 mars 2025, il était attendu : Action corrective : mettre en sécurité tous les organes du process (pour exemples : armoires électriques, station de pompage d'eau, local FAF...) avant la fin de 2025.  Constat visite du 16 décembre 2025 : Aucune protection des organes de process n'a été mise en place.  L'inspection considère que la réponse de l'exploitant est non satisfaisante. <b>Le point 4 de la mise en demeure ne pourra être levé qu'à la fin des travaux de sécurisation des organes de process.</b>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>
<b><u>Point 4 de la MED du 16 juillet 2024</u></b> Il est attendu la mise en sécurité de tous les organes du process.
<b>Type de suites proposées : Avec suites</b>
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective (point 4 de la MED)
<b>Proposition de délais :</b> maximum le 30 juin 2026

### N° 3 : Déclaration d'incidents ou accidents

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 28/08/2018, article 15
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Déclaration incidents ou accidents
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour prévenir les incidents et accidents susceptibles de concerner les installations et pour en limiter les conséquences.</p> <p>L'exploitant est tenu à déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement.</p> <p>Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme.</p> <p>Ce rapport est transmis sous 15 jours à l'inspection des installations classées.</p>
<b>Constats :</b> <p><b><u>Point 9 de la MED du 16 juillet 2024</u></b> Étudier, en lien avec les services de la DDT et de la mairie de la commune de VALDELAUME, les mesures de protection pouvant être mises en œuvre afin d'assurer une meilleure rétention de la zone de stockage des effluents en cas de déversement accidentel</p> <p>Suite à la visite du 11 mars 2025, il était attendu : Action corrective : transmettre régulièrement un état d'avancement des travaux de réalisation et de fin des travaux.</p> <p>Constat visite du 16 décembre 2025 : Les travaux de mise en place du bassin de rétention tel que prévu par les documents transmis en date du 11 mars 2025 sont terminés.</p> <p>L'inspection considère que la réponse de l'exploitant est satisfaisante. <b>Levée partielle de la mise en demeure sur le point 9 de la MED.</b></p> <p><b><u>Point 10 de la MED du 16 juillet 2024</u></b> Réviser l'étude des dangers en intégrant le risque inhérent au transfert de lisier</p> <p>Suite à la visite du 11 mars 2025, il était attendu : Action corrective : mettre à jour l'étude des dangers de l'exploitation.</p> <p>Constat visite du 16 décembre 2025 : Absence de mise à jour de l'étude des dangers.</p> <p>Post visite, en date du 18 mars 2026, l'exploitant a transmis une réactualisation de l'étude des dangers mais aucune conclusion n'est apportée à ce document. Une mise à jour du document a été demandée à l'exploitant.</p> <p>L'inspection considère que la réponse de l'exploitant est non satisfaisante. <b>Le point 10 de la mise en demeure ne pourra être levé qu'à la production et validation de l'étude des dangers.</b></p>

**Point 12 de la MED du 16 juillet 2024**

Réaliser les actions prévues dans l'échéancier validé par la DDT et la mairie de la commune de VALDELAUME dans le respect des délais définis par cet échéancier

Suite à la visite du 11 mars 2025, il était attendu :

Action corrective : transmettre régulièrement un état d'avancement des travaux de réalisation et de fin des travaux.

Constat visite du 16 décembre 2025 :

Les travaux de mise en place du bassin de rétention tel que prévu par les documents transmis en date du 11 mars 2025 sont terminés.

L'inspection considère que la réponse de l'exploitant est satisfaisante mais le point 12 de la MED ne pourra être levé que lorsque le projet (transmis le 11 mars 2015) sera validé par les services de la DDT.

**Le point 12 de la mise en demeure ne pourra être levé qu'à la validation du projet par les services de la DDT.**

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

**Point 10 de la MED du 16 juillet 2024**

Il est attendu une réactualisation de l'étude des dangers en intégrant le risque inhérent au transfert de lisier et une conclusion à cette étude.

**Point 12 de la MED du 16 juillet 2024**

Il est attendu la validation du projet par les services de la DDT.

**Type de suites proposées : Avec suites**

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant (point 12 de la MED), Demande d'action corrective (point 10 de la MED), Levée partielle de mise en demeure (point 9 de la MED)

**Proposition de délais :** maximum le 30 juin 2026